



Après les manifestations du 10 septembre

TOUS ENSEMBLE

NPA JUSQU'AU RETRAIT DE LA CONTRE-RÉFORME !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 12 SEPTEMBRE 2013

En 2010, le PS prétendait s'opposer à la réforme des retraites de Sarkozy. Aujourd'hui, la contre-réforme des retraites, menée par le gouvernement, qu'il dirige s'inscrit dans la lignée de toutes les régressions sociales menées par la droite. Non seulement les reculs sociaux imposés par les gouvernements précédents sont confirmés, mais la politique en faveur des patrons, au détriment du monde du travail, continue de plus belle !

La journée de grève et de débrayages du mardi 10 doit être la première étape dans la bataille pour le retrait du projet de contre-réforme du gouvernement.

Cette première journée a rassemblé près de 370.000 manifestants, partout en France. Cela veut dire qu'il est possible de faire monter en puissance la mobilisation, même si nous avons peu de temps car le gouvernement accélère le calendrier parlementaire pour pouvoir valider la loi en octobre.

UN GOUVERNEMENT À LA BOTTE DU MEDEF

Le nombre d'annuités pour bénéficier d'une retraite pleine atteindra 43 ans. Il deviendra presque impossible de partir avec une retraite à taux plein à 62 ans.

On nous raconte qu'il faudrait travailler plus longtemps car aujourd'hui on vit plus vieux ? Mais si la société capitaliste ne fabriquait pas des millions de chômeurs, les caisses de retraite seraient pleines. La principale cause de déficit est là.

On nous raconte aussi qu'il faut augmenter les cotisations et que ce serait notre intérêt ?

Mais deux poids deux mesures : tandis que nous allons perdre sur toute la ligne, les patrons vont gagner d'un côté ce qu'ils vont perdre de l'autre ! Et davantage même ! La hausse de leurs cotisations retraites sera compensée par la réduction de leurs cotisations pour les allocations familiales et de leurs impôts. Et nous les travailleurs, nous devrions le payer par tous les bouts ? Non merci !

FÉDÉRER LES COLÈRES CONTRE LE GOUVERNEMENT

Au-delà des retraites, c'est l'ensemble de notre protection sociale qui est dans le viseur du

gouvernement. Et cela s'ajoute à tous les coups que le gouvernement et le patronat assènent aux travailleurs pour leur faire payer la crise : réduction des dépenses publiques, licenciements, précarité et casse du Code du travail. Alors, il est temps de renverser le rapport de forces. Nous avons des points d'appui pour mener la bataille.

Tout d'abord, l'impopularité du gouvernement, qui atteint des records, après un peu plus d'un an au pouvoir. D'autre part, des grèves et des mobilisations, sur les salaires, contre les fermetures d'usine et les suppressions d'emplois, mais aussi pour les droits des Sans-Papiers, pour le droit au logement existant. Toutes ces luttes sont pour l'instant dispersées.

Mais la question des retraites peut constituer un trait d'union entre ces luttes, car elle concerne tout le monde.

SE FIXER DES OBJECTIFS COMMUNS

C'est donc autour d'un programme de lutte contre toutes les suppressions d'emplois, pour le partage du travail jusqu'à résorption du chômage, de l'augmentation de tous les salaires et de tous les minimas sociaux que les jeunes, les travailleurs, avec ou sans-emplois pourront se grouper et additionner leurs forces contre leurs ennemis communs : le gouvernement et le patronat.

LA NÉCESSITÉ D'UN AFFRONTMENT D'ENSEMBLE

Beaucoup pensent qu'il y aurait bien besoin d'un gros « coup de pied dans la fourmilière ». Le mouvement contre la réforme des retraites de Sarkozy en 2010 a bien mis en évidence que les journées de grève de 24 heures à répétition étaient très loin d'être suffisantes.

Dès maintenant, nous devons mettre en débat sur nos lieux de travail, dans nos organisations syndicales, dans les collectifs unitaires, l'idée de la grève générale, à la fois sur nos propres revendications (emplois, salaires...) et pour le retrait du projet Hollande-Ayrault sur les retraites.

Seul un mouvement d'ensemble, prolongé, déterminé et capable de bloquer l'économie du pays pourra faire reculer le gouvernement.



SYRIE: LA POSITION DU NPA

**Parce que nous sommes solidaires
de la révolution syrienne**

**Nous sommes contre toute
intervention française ou américaine.**

Soyons clairs : on ne dénoncera jamais assez les crimes du clan Assad, prêt à massacrer la population du pays par tous les moyens pour garder le pouvoir. Avec le soutien honteux de l'Iran, de la Russie et de la Chine.

La lutte héroïque du peuple syrien pour en finir avec la dictature de Assad et son régime a notre entière solidarité.

**Mais qui peut croire qu'une intervention
militaire française ou américaine
aurait pour but d'aider les syriens à se
débarrasser de la dictature ?**

Si c'était le cas, pourquoi avoir tergiversé depuis plus de deux ans face au martyre de ce peuple ? Pourquoi ont-ils obstinément refusé de fournir la moindre aide militaire au peuple insurgé ? Pourquoi pendant deux ans, aucune aide humanitaire digne de ce nom pour les millions de réfugiés et les populations assiégées ou démunies de tout ?

Il faut le redire ici. La révolte des syriens contre la dictature a commencé pacifiquement. C'est la violence inouïe de la répression qui a conduit le peuple à prendre les armes. Et si les forces laïques et démocratiques de la rébellion avaient reçu depuis deux ans l'aide qui leur manquait pour organiser la résistance, on n'en serait pas aujourd'hui à se lamenter sur l'influence grandissante de factions religieuses extrémistes.

**Alors, leurs frappes aériennes,
si elles ne soutiennent pas
les objectifs du peuple insurgé,
quel serait leur réel but politique ?**

Amener Assad à négocier avec un peuple en lutte qui veut son départ et le démantèlement de son régime? Illusoire. Dissuader Assad continuer les massacres ? Et si au contraire, il s'en servait pour tenter de relégitimer son pouvoir en dénonçant une fois de plus la révolution syrienne comme une machination fomentée de l'extérieur .

Quelques bombardements ciblés pour « punir » le dictateur, disent-ils. Et après ? Un nouvel engrenage infernal comme en Irak ou en Afghanistan, où les populations civiles en viennent à considérer leurs soi-disant « alliés » comme des occupants ? Un embrasement potentiel de tout le Moyen Orient ? Une fuite en avant aux conséquences non maîtrisées ?

Hollande et Obama surfent sur l'indignation légitime suscitée par l'horreur des crimes de la dictature syrienne. Pour des objectifs qui ont plus à voir - comme d'habitude - avec leurs intérêts de grandes puissances qu'avec un soutien résolu à la révolution syrienne. Ne nous laissons pas bernier.

SYRIE :

POUR QUI ROULE LE FRONT NATIONAL ?

Il fut un temps où Jean-Marie Le Pen affichait fièrement son soutien à Saddam Hussein. Marine Le Pen n'ose pas en faire autant, publiquement, avec Bachar El Asad. Elle se garde pourtant bien de condamner la dictature sanglante de son clan.

Tous au FN n'ont pas ces scrupules. Son conseiller aux Affaires Européennes - L.de Danne - évoque dans un communiqué (site FN) « *une guerre civile aux contours mal définis* ».

Quant à son père, fidèle à lui-même, il déclare dans un communiqué du 27 août 2013 (site FN) : « *Il est aujourd'hui clair pour tout le monde que la contestation armée contre le gouvernement syrien a été suscitée, alimentée, organisée par les Américains, les Israéliens et les dictatures monarchiques arabes* »

Du silence complice au soutien pur et simple à Assad, on trouve tout au Front National.

PACTE DE COMPÉTITIVITÉ:

PSA S'ATTAQUE AUX RÉMUNÉRATIONS

Après Renault, c'est PSA qui engage à son tour la négociation d'un accord de compétitivité. Sous couvert de «modération salariale» - décidément de plus en plus à la mode - la direction se prépare à une attaque en règle contre les salaires.

Au menu: la suppression de la prime d'ancienneté des travailleurs ayant plus de 20 ans de boîte, la suppression de la majoration du samedi, la baisse des bonus pour les équipes de nuit et la suppression de la «subrogation» des indemnités journalières de la sécu, qui permettait de ne pas avoir de trou sur la fiche de paie en cas de maladie.

Comme chez Renault, PSA y ajoute le gel des salaires, avec un blocage total en 2014 et partiel en 2015 et 2016.

La direction confirme enfin sa volonté d'imposer à ses salariés des mobilités forcées intersites (prêts et mutations) et une flexibilité accrue, avec notamment des samedis après-midi travaillés.

Tout ça pour économiser 100 millions d'€ sur le dos des 100 000 salariés de France du groupe alors que la direction de PSA n'a pas hésité à voter, lors de l'assemblée générale des actionnaires d'avril 2013, une opération de «rachat-annulation» d'actions de 340 millions d'€ !

Contre toutes ces attaques, la riposte s'organise.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique